

D'une guerre à l'autre

Ce DVD met en perspective la période 1919-1939 à travers des archives cinématographiques, des images, des analyses d'historiens. Cet ensemble de ressources est exploitable principalement en classe de troisième et de première. Il offre une vingtaine de films documentaires qui facilitent l'immersion dans les sociétés de l'entre-deux-guerres. Leur format (entre 4 et 13 minutes) en rend l'exploitation aisée dans le cadre d'une séquence.

Les films sont répartis sur quatre parties :

- « De l'espoir aux craintes. 1918-1939 »
- « Sociétés en mutation »
- « De la Russie des tsars à l'URSS de Staline »
- « Fascisme et nazisme ».

Le premier thème s'articule autour des espoirs suscités par la volonté de construction d'une paix durable (*De Versailles à Locarno*) et sur les contextes nationaux qui vont finalement rendre cette paix impossible (*La République de Weimar, L'Amérique de 1920 à 1939, La Crise de 1929 et la France, La France et le Monde de 1936 à 1939*). Dans cette perspective, une attention particulière a été accordée aux conflits armés de la période (*La conquête de l'Éthiopie, La guerre d'Espagne, et Le Japon conquérant*).

La seconde partie met en avant les mutations des sociétés. Culturelles d'abord (*Les Années folles*), ces mutations sont aussi économiques (*La Crise de 1929 et le New Deal*). De ce point de vue, l'historien Michel Margairaz et l'économiste Pierre-Cyrille Hautcœur nous proposent une lecture croisée du séisme financier et social que provoqua le krach d'octobre 1929. Cependant, cette partie s'intéresse aussi à la manière dont le contexte historique entraîne les mutations de certains espaces, certains lieux de vie. Ces mutations spatiales en disent long sur la manière dont les acteurs de l'entre-deux-guerres pensaient leur société. Ainsi, deux films dévoilent les

mutations de la ville de Paris, à travers les questions bien plus larges que sont l'Exposition coloniale et le Front populaire (*L'Exposition coloniale, Paris au temps du Front populaire*).

La troisième partie s'intéresse aux Révolutions russes et à l'URSS de Staline. Ici le champ chronologique s'ouvre en amont et présente les dernières années du tsarisme (*La révolution de 1917, Lénine, Staline*). Le totalitarisme se décline ensuite en images (*L'URSS de Staline*) et les portraits des acteurs rappellent leur place centrale dans l'histoire tragique de l'URSS entre 1919 et 1939 (*Lénine, Staline*).

Enfin, la dernière partie réunit des documentaires sur le fascisme (*L'Italie fasciste*) et le nazisme (*L'Allemagne nazie*). Dans ce cadre, deux films insistent sur la façon dont Mussolini et Hitler ont accédé au pouvoir en subvertissant les intentions démocratiques du parlementarisme italien dans le premier cas, et les principes démocratiques de la République de Weimar dans le second (*Mussolini, Hitler vers le pouvoir*).

Le livret d'accompagnement comprend l'arborescence du DVD, une introduction générale à l'histoire de l'entre-deux-guerres, un tableau chronologique et des textes en lien avec chacun des quatre thèmes. Un premier texte apporte des éclairages et propose des pistes d'exploitation pour les cinq films portant sur la France; un deuxième suggère une approche croisée des portraits de Hitler et Staline dans la perspective d'une leçon sur le totalitarisme, et un dernier propose une lecture du film *Le Japon conquérant*.

CLIP D'INTRO

D'une guerre à l'autre



INTRODUCTION À L'HISTOIRE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

1918-1939 : cette période singulière appartient à « l'âge des extrêmes » (Eric Hobsbawm). Une partie de l'Europe fasciste, nazie ou stalinienne y apparaît déjà comme un espace ténébreux où se mettent en place les grands modèles totalitaires. Son appellation d'« entre-deux-guerres » semble définitivement lui donner une place particulière, éphémère, marquée par les tensions internationales, la crise économique et la marche vers la guerre. L'empreinte téléologique de son histoire y est forte : comme si l'échec du libéralisme, la naissance des totalitarismes et la faillite de la SDN ne pouvaient avoir pour conséquence que la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, les films retenus dénouent un double fil historique qui permet de rentrer dans la complexité de cette période : d'un côté, le poids des relations internationales et la tentative de la création d'instances supranationales ; de l'autre, la spécificité irréductible des histoires nationales, y compris dans leur rivalité. Même si la Société des Nations, fille de la Grande Guerre, affichait d'autres prétentions que la sauvegarde des intérêts propres à chacun des pays, il n'y eut, en réalité, pas beaucoup d'autres enjeux diplomatiques entre 1919 et 1939 que ces intérêts nationaux.

Selon son découpage en parties, ce DVD privilégie quatre thèmes autour desquels s'articule l'histoire des années 1920 et 1930 : *De l'espoir aux craintes. 1918-1939, Des sociétés en mutation, De la Russie des tsars à l'URSS de Staline* et enfin *Fascisme et nazisme*. Les films retenus mettent l'accent sur trois idées, que l'on retrouve de façon transversale dans chacune de ces parties : en premier lieu l'impossible déprise de la guerre et de la violence, ensuite le poids de la crise économique mondiale, et enfin une culture politique traversée par un clivage entre démocraties et totalitarismes.

De l'espoir aux craintes. 1918-1939 : la paix manquée

Un carnage aux conséquences durables, un traumatisme profond, une Europe bouleversée, une économie désorganisée : l'inventaire des conséquences de la Première Guerre mondiale est une bien longue litanie. Certains historiens lisent d'ailleurs aujourd'hui l'histoire de l'entre-deux-guerres comme une « impossible sortie de guerre ». De ce point de vue, le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, demeure le texte emblématique d'une paix impossible, inapplicable et inappliquée malgré la création de la Société des Nations. La question allemande ne cesse en effet d'empoisonner les relations entre la France et la Grande-Bretagne et d'attiser les haines, notamment au moment de l'occupation de la Ruhr décidée en 1921 ; elle contribue largement à l'échec de la République de Weimar. Dans ce cadre général, le pacte de Locarno signé en 1925 doit davantage à la personnalité d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann qu'au renoncement mutuel des intérêts nationaux : la question des frontières orientales de l'Allemagne est par exemple laissée dans l'ombre. Mais le pacifisme est de rigueur et le pacte Briand-Kellog, qui déclare la guerre illégale, en est une belle illustration. La colère du vieux Clemenceau fustigeant cette « bouffonnerie absurde » ne doit pas masquer la hantise de la guerre qui marque le personnel politique des démocraties libérales des années 1920 et 1930, et plus spécifiquement peut-être, les sociétés nord-américaine et française.

Cette hantise se traduit aussi par une politique maladroite vis-à-vis de l'Allemagne, acculée, ruinée et occupée partiellement jusqu'en 1930. On sait le parti qu'en tire Adolph Hitler pour accéder au pouvoir

et achever la République. Encore marquée par l'inflation colossale des années 1923-1924, Weimar ne résiste pas non plus à la crise économique de 1929. La ruine financière du pays, la chute de l'activité économique et le chômage de masse qui apparaissent dès les années 1930 sont perçus comme l'échec des sociaux-démocrates allemands.

La crise marque aussi le premier échec significatif du libéralisme économique aux États-Unis. « Les Années folles » n'occultent pas longtemps l'épaisse couche de ruine financière et de misère sociale révélée par la crise. Les États-Unis, qui avaient tourné le dos à la politique internationale de Woodrow Wilson, se pensaient à tort au cœur d'une « prospérité » sans fin. La « Grande Dépression » enfonce donc un coin dans l'utopie libérale et, dès la fin 1932, Roosevelt déploie sa politique de grands travaux, imposant une intervention massive de l'État fédéral dans l'économie nationale. Cette crise internationale est bien une entrave à la construction de la paix. C'est elle qui vient fragiliser les démocraties parlementaires « solides » comme le Royaume-Uni et la France, qui permet à l'autoritarisme d'État de donner des gages de réussite dans l'Italie fasciste et qui provoque encore, en Allemagne, une misère extrêmement réceptive à la politique sociale et nationale proposée, puis imposée, par Hitler. En revanche, le krach boursier d'octobre 1929 et ses conséquences tragiques ne comptent pas pour beaucoup dans les guerres internationales des années 1930. Le poids des déséquilibres régionaux et des enjeux idéologiques provoquent plusieurs déflagrations d'une brutalité nouvelle. La guerre en Asie et les occupations particulièrement violentes de la Chine par le Japon en 1931-1932 et 1937, les bombardements italiens et l'usage des gaz de combat contre les populations éthiopiennes en 1935, enfin les interventions fascistes et nazies lors de la guerre d'Espagne révèlent la complète impuissance de la SDN à régler les conflits. C'est néanmoins l'Allemagne hitlérienne qui accélère la marche européenne vers la guerre. Pariant sur cette impuissance internationale et misant sur la politique risquée du fait accompli, Hitler remilitarise la Rhénanie en mars 1936. C'est en constatant cette impuissance qu'il arme et soutient le camp nationaliste au cours de la guerre civile espagnole, à l'instar de l'Italie. Et c'est sur cette même impuissance qu'il fonde sa politique de conquête territoriale. Avec succès dans un premier temps : l'Anschluss, puis l'annexion des Sudètes laissèrent la France et la Grande-Bretagne sans réaction militaire.

Sociétés en mutation

Au-delà des bouleversements politiques, économiques et diplomatiques, le séisme de 1914-1918 accélère les mutations des sensibilités et de la culture, notamment dans les grandes villes de certains pays belligérants comme la France. Dans ce dernier cas, « les Années folles » symbolisent une volonté affirmée de se détourner des souffrances et du deuil. Néanmoins, cette culture de ruptures, à l'insu sans doute de ses propagateurs, ne renie pas complètement les valeurs guerrières comme, par exemple, le courage physique, l'audace, la ténacité ou le dynamisme. Ces vertus ne sont pas diffusées seulement par les héros volants incarnés, entre autres, par Charles Lindbergh ou Louis Mermoz ; les spectacles sportifs deviennent eux aussi édifiants et certains athlètes acquièrent une popularité inédite : Borotra ou Suzanne Lenglen, Georges Carpentier ou Sonja Henie deviennent des vedettes au même titre que les stars du cinéma. Vers la fin des années 1920 et le début des années 1930, la crise économique gomme les aspects les plus dérisoires de ces « Années folles » ou, pire, elle les rend pathétiques. Les images d'actualité sont éloquentes de ce point de vue. Elles montrent ces sordides concours dans

lesquels des particuliers dansent jusqu'à épuisement, pour de l'argent. Rendus célèbres par le roman d'Horace McCoy, *On achève bien les chevaux*, ces tragiques marathons représentent un triste exemple des effets de la crise sur cette culture de l'élégance et de la légèreté. Avec le music-hall, le cinéma et la radio (la France est dotée de 500 000 postes en 1930 et de 5 500 000 en 1939) apparaît cependant une culture de masse qui touche un public de plus en plus soucieux de divertissement et d'évasion.

Du point de vue économique et social, la Crise de 1929 ne remet pas en cause les mutations du tissu industriel des puissances de l'entre-deux-guerres. Le modèle de la grande usine s'impose partout, même s'il subit de plein fouet les conséquences du krach boursier de Wall Street. Les conséquences sociales sont énormes et les mutations qu'elles entraînent marquent profondément l'histoire du capitalisme et du libéralisme. Partout l'État intervient massivement. Cette Crise de 1929 inspire à John Maynard Keynes les développements qui serviront plus tard de socle théorique à « l'État providence ». En attendant, Franklin D. Roosevelt propose son « *New Deal* » et l'intervention massive de l'État fédéral dans l'économie nord-américaine. En Allemagne, exploitant les conséquences tragiques de cet ébranlement économique et social, Adolph Hitler diffuse l'idée d'un parti nazi interventionniste et paternel pour les millions de chômeurs (plus de 30 % de la population active allemande en 1932). Une fois au pouvoir, Hitler ne tourne pas le dos à un fort dirigisme économique même s'il demeure inférieur au dirigisme intégral que Mussolini tente de développer dans l'Italie fasciste à partir de 1933. Enfin, la crise économique, dont les effets se font sentir plus tardivement en France, n'est pas étrangère au succès électoral du Front populaire et à la mise en place de sa politique sociale novatrice. Mutations politiques, mutations économiques, mutations culturelles, les prémices de transformations radicales se font sentir également dans l'histoire de la domination coloniale. Sur cette question, la période de l'entre-deux-guerres reste marquée par une vague d'exaltation de l'idée coloniale, que l'on retrouve dans la littérature, la chanson ou la bande dessinée et dont le sommet est sans doute l'Exposition internationale coloniale de 1931, à Paris. Parallèlement, cette période voit aussi émerger une remise en question de ce colonialisme. La perte du prestige européen en 1914-1918, l'influence de la Révolution bolchevique et la création de la SDN favorisent l'éclosion de mouvements nationalistes dans de nombreuses colonies. Avec d'autres, Gandhi et Nehru en Inde, Bourguiba en Tunisie, Soekarno en Indonésie ou Ferhat Abbas en Algérie tentent déjà de réformer les liens politiques et économiques avec leurs métropoles. L'Exposition coloniale à Paris peut dès lors être vue comme la vitrine d'une domination rêvée mais dont l'effritement bien réel n'est pas encore perçu par ses défenseurs.

De la Russie des tsars à l'URSS de Staline

La voie sinueuse qui mène du tsarisme au totalitarisme stalinien est connue mais fait toujours l'objet d'interprétations contradictoires qu'il est impossible de résumer ici. Les films présentés dans ce DVD s'attachent dès lors aux événements : la révolution de Février, la révolution d'Octobre, le communisme de guerre, la nouvelle politique économique (NEP), la prise de contrôle de Staline, le premier plan quinquennal et ses conséquences dramatiques pour le monde rural, le tournant répressif en 1934, puis les grandes purges de 1936-1937.

C'est encore une fois la Grande Guerre qui apparaît ici comme l'événement matriciel. Lorsque la grève éclate à Petrograd le 23 février 1917, il ne s'agit pas de faire la révolution mais d'obtenir du pain. Puis

les ouvriers sont rejoints par les soldats lassés par des combats mal menés, selon eux, par un état-major incompétent. Un comité exécutif provisoire se constitue et le tsar abdique le 3 mars. Les différents gouvernements provisoires, dans un contexte de désorganisation, de guerre et de lutte interne entre libéraux et bolcheviks, provoquent une désorganisation économique et politique dont profitent Lénine et les bolcheviks le 25 octobre 1917. Méthodiquement préparée par une poignée de révolutionnaires, la prise de pouvoir au sein des soviets et des comités militaires leur assure la conquête d'octobre. Lénine met alors en avant ses mots d'ordre, qui trouvent un large écho dans le pays : la paix immédiate, la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers, l'indépendance aux nationalités.

La paix avec l'Allemagne est donc signée à Brest-Litovsk en mars 1918, mais les conditions imposées par l'Allemagne sont désastreuses pour la Russie. Cet arrêt des hostilités n'évite pas une autre guerre plus sanglante encore : la guerre civile entre Rouges et Blancs. Si on estime aujourd'hui les pertes russes de la Première Guerre mondiale à 1,5 million de personnes, celles de la guerre civile s'élèvent à environ 10 millions entre 1918 et 1921. C'est dans ce cadre d'exceptionnelle violence que Lénine applique le « communisme de guerre ». Le service militaire obligatoire à partir de juillet 1918, la mainmise de l'État sur l'économie par une stricte planification et la réquisition des récoltes en sont les points saillants.

En 1921, le pays est exsangue et Lénine propose la NEP qu'il présente comme un « capitalisme limité pour un temps limité ». À sa mort en 1924, les querelles de successions et les débats les plus vifs au sein du parti s'articulent autour de la question de la durée de la NEP. Staline, organisateur de talent et homme d'appareil, s'assure le contrôle de celui-ci et, en se déclarant partisan de la reconduite de la NEP, s'incarne en continuateur zélé de l'œuvre de Lénine. Tenace, il élimine brutalement ses rivaux et donne à la Révolution bolchevique une dimension clairement totalitaire : les instances du parti achèvent de se substituer à celles de l'État, la propagande et le culte de la personnalité prennent une nouvelle dimension à partir de 1928 et les outils de la contrainte deviennent de plus en plus puissants, notamment par le développement de la police politique : fondée de façon provisoire en 1917 pour combattre la contre-révolution, la Tcheka est finalement institutionnalisée en 1922 sous le nom de GPU. Sous Staline, ses effectifs et son budget sont considérablement renforcés. En 1934, elle devient le Commissariat du peuple aux affaires intérieures ou NKVD.

Le bilan humain des années 1930 stalinienne est tragique : entre 4 et 6 millions de morts des suites de la désorganisations des campagnes lors de la première collectivisation (1932-1933), des milliers d'exécutions, des centaines de milliers d'arrestations, des millions de Soviétiques appartenant à une « classe hostile » ou à une minorité nationale déportés dans des villages spéciaux de peuplement. Entre 1928 et 1953, plus de 20 millions de Soviétiques connurent les camps de travail du Goulag. Tel fut le prix de la collectivisation et de la planification de l'économie ; le prix du développement des transports et des progrès de la scolarisation ; et le prix de l'aspiration, partagée par des millions d'Européens, à une société sans classes.

Fascisme et nazisme

Les trois piliers du totalitarisme se retrouvent dans l'Italie fasciste et dans l'Allemagne nazie. Dans ces deux pays en effet, les instances du parti infiltrent ou remplacent celles de l'État, selon des modalités très différentes néanmoins. Dans les deux cas, une intense activité de propagande a pour objectif d'embrigader les populations et les deux régimes développent les outils d'un contrôle et d'une

contrainte brutale. C'est Benito Mussolini qui, de ce point de vue, met en place une première forme de totalitarisme à partir de 1925. Nommé président du Conseil par Victor Emmanuel III en 1922, le tournant pris par Mussolini vers la dictature peut être daté. Le 24 juin 1924, le Secrétaire général du parti socialiste Matteotti est assassiné. Quelques semaines plus tard, le chef fasciste assume l'assassinat et en revendique la responsabilité. En janvier 1925, il décide l'épuration de l'administration, l'arrestation des journalistes hostiles, bref il met en place une dictature. La crise économique internationale légitime l'intervention de l'État, l'encadrement et la planification de l'activité économique qui, de la « bataille du blé » à la création de l'Institut pour la reconstruction industrielle, renforcent le socle de la popularité du Duce. Cette popularité est entretenue par un culte de la personnalité qui, avec le recul du temps, semble parfois bien caricatural ; on peine aujourd'hui à saisir les ressorts de la fascination de la population pour ses postures filmées, ses poses outrancières et ses « grands messes » organisées autour de défilés militaires. C'est encore la guerre comme mythe et comme horizon d'attente qui rend intelligible l'efficacité de cette propagande. En ce sens, les rites fascistes apparaissent comme un courroie de transmission entre le culte guerrier de la Première Guerre mondiale et les aspirations à de nouveaux combats (guerre coloniale en Éthiopie, invasion de l'Albanie). L'émotion semble en tout cas avoir été partagée par une large frange de la population, ce qui a pu inspirer à l'historien Emilio Gentile l'expression de « religion fasciste ».

Dans le cas de l'Allemagne et de la mise en place de la dictature nazie, la violence joue un rôle encore plus important que dans l'Italie fasciste. Le concept si débattu de « brutalisation » (la poursuite dans la paix des attitudes agressives de la guerre) des sociétés européennes de l'entre-deux-guerres a été pensé par Georges L. Mosse surtout à travers l'exemple allemand. De ce point de vue, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) canalise et oriente une violence qui lui était antérieure, dont la répression des spartakistes par les « corps francs » ou les 340 assassinats politiques, qui eurent lieu entre 1919 et 1923, demeurent les exemples signifiants. La République de Weimar elle-même ne parvint pas à statuer sur la violence politique. À ce titre, l'exemple du sort des assassins du ministre des Affaires étrangères Walter Rathenau est éloquent. Au cours de cet assassinat, le 22 juin 1922, plusieurs tueurs avaient été abattus lors de la poursuite qui suivit l'attentat. On sait que les nazis, arrivés au pouvoir en 1933, construisirent de nouveaux tombeaux pour ces meurtriers ornés du casque d'acier de la Première Guerre mondiale. Mais il faut cependant rappeler que c'est sous la République de Weimar, en 1930, que survint la grâce de tous les auteurs d'assassinats politiques, dont le survivant du meurtre de Walter Rathenau.

Le NSDAP, qui se hisse au pouvoir, l'exerce avec un recours immédiat et constant à la brutalité physique mais il semble bien que les nazis radicalisent plus qu'ils ne créent une acceptation de la violence extrême comme pratique politique. La nouveauté réside davantage dans l'éloge constant qui lui est fait. Entre 1933 et 1939, la violence devint un outil politique qui rendit possible le racisme d'État, une propagande brutale, une théâtralisation des valeurs guerrières (défilé au pas des SA et des SS lors des cérémonies de Nuremberg par exemple) et une politique internationale agressive du « fait accompli ». Cette dernière reçut là aussi, semble-t-il, l'assentiment d'une large part de la population et entraîna l'Europe et le monde dans la Seconde Guerre mondiale.

CHRONOLOGIE

Politique	Économie, social et culture	Relations internationales : diplomatie, politique et conflictualité
1913-1929	1913-1929	1913-1929
	Japon : essor sans précédent de l'industrie et de l'économie japonaise.	
1918	1918	1918
		11 novembre : l'Armistice est signé, qui met fin aux combats de la Première Guerre mondiale.
1919	1919	1919
6-11 janvier Allemagne : lors de la « semaine sanglante », les corps francs répriment violemment les révolutionnaires spartakistes. L'assemblée constituante est élue et la Constitution de la République de Weimar est proclamée le 19 août . Novembre , France : victoire du « bloc national » qui domine la « chambre bleu horizon ». 1919-1920 Russie : guerre civile qui provoque la mort d'environ 10 millions de personnes.	France : le mouvement dada fondé en 1916 à Zurich s'installe à Paris. France : sortie du film d'Abel Gance <i>J'accuse</i> sur les horreurs de la Première Guerre mondiale. Les écrivains Hemingway, Dos Passos, Scott Fitzgerald (la « Génération perdue ») s'installent en France. Le quartier de Montparnasse à Paris devient un des centres de la vie artistique et culturelle mondiale.	10 janvier : naissance de la SDN. Mars , Russie : premier congrès de la III ^e Internationale à Moscou, rassemblant des délégués de trente-neuf pays. 28 juin : traité de Versailles.
1920	1920	1920
18 février , France : Deschanel élu président de la République contre Clemenceau. 1^{er} avril , Allemagne : fondation du parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). 28 août , États-Unis : les femmes obtiennent le droit de vote.	1920-1930 Japon : le jazz, le golf et l'anglais se diffusent dans la société urbaine japonaise, provoquant une vive réaction nationaliste, notamment rurale. Paul Valéry publie <i>Le Cimetière marin</i> . 11 novembre , France : inhumation d'un soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.	
1921	1921	1921
	12 mars , Russie : Lénine instaure la NEP. L'Armée rouge écrase la révolte de Cronstadt le 18 mars .	8 mars , Allemagne : les alliés occupent la Ruhr. 6 décembre , Grande-Bretagne et Irlande : après trois années de guérilla, les nationalistes modérés irlandais acceptent le partage de l'île entre l'État libre d'Irlande et l'Ulster.

1922	1922	1922
3 avril, Russie : Staline devient secrétaire général du parti communiste. 22 juin, Allemagne : assassinat du ministre des Affaires étrangères Walter Rathenau. 28 octobre, Italie : marche sur Rome de 40 000 miliciens fascistes. Dès le lendemain, Victor Emmanuel III nomme Mussolini président du Conseil. 30 décembre, Russie : le pays prend officiellement le nom d'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).	10 décembre : Albert Einstein reçoit le prix Nobel de physique.	15 août, Allemagne : Berlin se déclare incapable de payer plus du quart des réparations.
1923	1923	1923
5 février, Italie : arrestation massive de militants socialistes par le gouvernement Mussolini. 13 septembre, Espagne : dictature de Primo de Rivera. 9 novembre, Allemagne : échec du putsch d'Adolph Hitler.	France : Raymond Radiguet publie <i>Le Diable au corps</i>. Allemagne : inflation vertigineuse. De janvier à novembre, le dollar passe de sept mille marks à quarante milliards de marks. 25 janvier, France : ouverture des premiers Jeux Olympiques d'hiver. 26 mai, France : première course des 24 Heures du Mans.	11 janvier : Raymond Poincaré fait occuper la Ruhr.
1924	1924	1924
21 janvier, URSS : mort de Lénine. Staline est Secrétaire général du comité central du PCUS. 6 avril, Italie : victoire électorale des fascistes aux élections législatives. 11 mai, France : victoire du cartel des gauches. 10 juin, Italie : assassinat du député socialiste Matteotti par les fascistes. 4 novembre, États-Unis : John C. Coolidge est élu président.	Octobre, France : publication du <i>Manifeste du surréalisme</i> d'André Breton	27 janvier, Italie : annexion de la ville libre de Fiume. Août, Allemagne : Paris et Bruxelles acceptent d'évacuer la Ruhr.
1925	1925	1925
26 avril, Allemagne : Hindenburg est élu président de la République. 24 décembre, Italie : Mussolini est nommé chef du gouvernement.	Publication des <i>Faux Monnayeurs</i> d'André Gide. États-Unis : le pays est en tête de la production mondiale pour le fer, le charbon, l'acier, le pétrole et l'aluminium. URSS : sortie de <i>La Grève</i> et du <i>Cuirassé Potemkine</i> d'Eisenstein.	16 octobre : traité de Locarno. L'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Belgique s'entendent pour réviser et garantir le traité de Versailles.

1926	1926	1926
Dès le 30 janvier , création d'une loi qui permet à Mussolini de légiférer par décrets-lois, hors de tout contrôle parlementaire.	10 janvier , Allemagne: projection de <i>Metropolis</i> de Fritz Lang.	8 septembre : l'Allemagne intègre la SDN.
1927	1927	1927
	États-Unis: Warner Bros présente le premier film parlant, <i>Le Chanteur de jazz</i> . En France, Abel Gance projette <i>Napoléon</i> . 20-21 mai , États-Unis-France: Charles Lindbergh traverse l'Atlantique en solitaire à bord de son avion le <i>Spirit of Saint-Louis</i> . 23 août 1927 , États-Unis: exécution de Sacco et Vanzetti malgré une campagne internationale en faveur de leur grâce.	
1928	1928	1928
10 novembre , Japon: couronnement de l'empereur Hirohito.	Mars , France: réduction de la durée du service militaire à un an. 29 juillet , France: inauguration du terrain de tennis de Roland Garros. 1^{er} octobre , URSS: entrée en vigueur du 1 ^{er} plan quinquennal.	27 août , France: signature par 64 nations du pacte Briand-Kellog destiné à « mettre la guerre hors-la-loi ».
1929	1929	1929
29 janvier , URSS: expulsion de Trotsky. 6 novembre , États-Unis: Herbert C. Hoover est élu président.	Janvier , Belgique: parution de <i>Tintin au pays des Soviets</i> . 14 avril , Monaco: premier Grand Prix automobile. 24 octobre , États-Unis: krach de Wall Street. Début de la « Grande dépression » aux États-Unis et de la crise économique internationale. 24 décembre , Italie: loi de bonification des terres pour gagner la « bataille du blé ».	28 juillet : 48 pays signent la convention de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre.
1930	1930	1930
14 septembre , Allemagne: le parti nazi obtient 107 sièges au Reichstag, aidé par le contexte de grave crise économique et d'une importante hausse du chômage.	États-Unis: le chômage devient massif et la crise sociale s'étend à tout le pays. 5 janvier , URSS: le gouvernement instaure les coopératives agricoles de production ou <i>kolkhozes</i> . 13 mai , France: Jean Mermoz traverse l'Atlantique Sud, réalisant la liaison aéro postale Afrique-Amérique du Sud.	France: suite à la loi du 4 janvier, début de la construction de la ligne Maginot. 30 juin : les dernières troupes d'occupation françaises évacuent la Rhénanie.

1931	1931	1931
14 avril 1931 , Espagne : départ en exil du roi Alphonse XIII et proclamation de la II ^e République.	URSS : lancement des travaux de construction du métro à Moscou. La première ligne est ouverte en 1935. 6 mai , France : ouverture de l'Exposition coloniale à Paris. 24 août , Grande-Bretagne : pour faire face aux conséquences de la crise économique mondiale, formation d'un cabinet d'Union nationale.	18 septembre , Chine : « incident » de Moukden en Mandchourie, qui sert de prétexte au Japon pour envahir et militariser toute la région
1932	1932	1932
6 mai , France : assassinat du président de la République Paul Doumer.	Février , Allemagne : le pays compte plus de 6 millions de chômeurs (32 % de la population active).	Février , Chine : bombardement de l'aviation japonaise sur la banlieue de Shanghai. 1^{er} mars , Chine : création du Mandchoukuo.
8 novembre , États-Unis : le démocrate Franklin D. Roosevelt est élu président de la République.	Novembre , États-Unis : au lendemain de son élection, Roosevelt met en place le <i>New Deal</i> et impose une intervention massive de l'État fédéral. Décembre , France : Louis-Ferdinand Céline obtient le prix Renaudot pour <i>Voyage au bout de la nuit</i> .	6 décembre : la SDN condamne l'intervention japonaise en Chine.
1933	1933	1933
30 janvier , Allemagne : Hindenburg nomme Hitler Chancelier après le succès du NSDAP aux élections législatives de 1932 (230 députés hitlériens élus au Reichstag). 27 février , Allemagne : incendie du Reichstag. Arrestations massives de communistes. 15 mars , Allemagne : proclamation du III ^e Reich. 14 juillet , Allemagne : le NSDAP devient parti unique.	7 décembre , France : André Malraux reçoit le prix Goncourt pour <i>La Condition humaine</i> .	27 mars : le Japon quitte la SDN. 1^{er} juillet : l'escadrille du général Italo Balbo est accueillie à New York après avoir traversé l'Atlantique. 14 octobre : l'Allemagne quitte la SDN.
1934	1934	1934
6 février , France : manifestations des ligues d'anciens combattants à Paris. Quinze morts et démission du gouvernement Daladier. 9 février , France : neuf morts lors de la manifestation du parti communiste à Paris.	États-Unis : Henry Miller publie <i>Tropique du Cancer</i> . 10 décembre , Italie : Luigi Pirandello prix Nobel de littérature.	17 septembre : l'URSS est admise à la SDN. 5 décembre , Éthiopie : incidents italo-éthiopiens d'Ual-Ual, à la frontière de la Somalie italienne.

30 juin, Allemagne: au cours de la « Nuit des longs couteaux », les chefs SA sont exécutés. 2 août, Allemagne: mort du président Hindenburg. 9 octobre, France: assassinat à Marseille du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie et de Louis Barthou, ministre français des Affaires étrangères. 1^{er} décembre, URSS: assassinat de Kirov. Staline entame une série d'éliminations et d'arrestations dont le point d'orgue sera les grands procès de 1936-1937.		
1935	1935	1935
15 septembre, Allemagne: lois raciales de Nuremberg.	URSS: propagande autour du stakhanovisme. 29 mai, France: inauguration du paquebot <i>Normandie</i>. 22 novembre, France: représentation de la pièce de Jean Giraudoux, <i>La guerre de Troie n'aura pas lieu</i>.	7 janvier: rapprochement franco-italien avec la signature d'un accord entre Pierre Laval et Mussolini. Ce rapprochement enhardit Mussolini dans sa préparation de la guerre contre l'Éthiopie. 13 janvier, Allemagne: la population sarroise vote à plus de 90 % son rattachement à l'Allemagne. 3 octobre, Éthiopie: arrivée des troupes italiennes qui passent à l'attaque le 3 décembre.
1936	1936	1936
18 février, Espagne: victoire du Front populaire aux élections législatives. 3 mai, France: victoire du Front populaire aux élections législatives. 17 juillet, Espagne: soulèvement militaire contre le gouvernement républicain et début de la guerre civile. Le 20 juillet, les milices ouvrières écrasent les nationalistes à Barcelone. 23 juillet, Espagne: les militaires établissent un contre-gouvernement nationaliste à Burgos. 25 août, URSS: Kamenev et Zinoviev, condamnés pour le meurtre de Kirov, sont exécutés.	États-Unis: sortie des <i>Temps modernes</i> de Charlie Chaplin. 8 juin, France: après une série de grèves dans le pays, les accords Matignon sont signés, qui accordent entre autres la semaine de 40 heures et les congés payés. 1^{er} août, Allemagne: ouverture des Jeux olympiques de Berlin. 31 août, Grande-Bretagne-États-Unis: le <i>Queen Mary</i> réalise sa traversée inaugurale de l'Atlantique. 6 décembre, France: disparition en vol de Jean Mermoz.	7 mars, Allemagne: l'armée allemande pénètre en Rhénanie. 2 mai, Éthiopie: l'empereur Haïlé Sélassié se réfugie à Djibouti. Le 5 mai, les troupes italiennes rentrent à Addis-Abeba. 12 mai, Italie: l'Italie quitte la SDN et se rapproche de l'Allemagne. Signature de l'axe « Berlin-Rome » le 1^{er} novembre. 25 novembre: signature du pacte anti-Komintern entre l'Allemagne et le Japon, rejoints par l'Italie le 8 novembre 1937.

28 septembre, Espagne : Franco est nommé commandant en chef des troupes nationalistes. 3 novembre, États-Unis : réélection de Roosevelt.		
1937	1937	1937
16 mars, France : six morts lors de la fusillade de Clichy. Mai, Grande-Bretagne : Chamberlain, Premier ministre d'un gouvernement de coalition.	Allemagne : plus de 600 œuvres de Kirchner sont confisquées par les nazis en tant que représentatives de l'« art dégénéré ». Kirchner se suicide le 15 juin 1938. Mai : Picasso expose <i>Guernica</i> dans le pavillon espagnol de l'Exposition internationale de Paris. 6 mai : le dirigeable allemand <i>Hindenburg</i> explose, provoquant la mort de 36 personnes et la fin du transport de passagers.	26 avril, Espagne : la légion Condor bombarde Guernica. 24 mai, France : ouverture de l'Exposition internationale à Paris. Les deux pavillons monumentaux de l'URSS et de l'Allemagne nazie se font face. 8 juillet, Chine : le Japon envahit le Nord de la Chine sans déclaration de guerre. 6 novembre : l'Italie adhère au pacte anti-Komintern.
1938	1938	1938
9-10 novembre, Allemagne : violences antisémites lors de la « Nuit de cristal ». 18 novembre, France : suicide de Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, victime d'une campagne de presse calomnieuse.	France : nationalisation des chemins de fer. Marcel Carné réalise deux films, <i>Quai des Brumes</i> et <i>Hôtel du Nord</i>. Italie : début des travaux du Palais de la civilisation à Rome, fleuron de l'architecture monumentale mussolinienne. 20 avril, Allemagne : <i>Les Dieux du stade</i> de Leni Riefenstahl est projeté en avant-première au Führer comme cadeau d'anniversaire.	Décembre-janvier 1938, Chine : « viol de Nankin ». 13 mars, Europe centrale : Anschluss, annexion de l'Autriche par l'Allemagne. 21 mai, Tchécoslovaquie : crise des Sudètes. La Tchécoslovaquie mobilise son armée. 29-30 septembre : conférence de Munich sur la crise en Tchécoslovaquie, qui permet à Hitler d'annexer le territoire des Sudètes le 1^{er} octobre.
1939	1939	1939
26 janvier, Espagne : les troupes nationalistes prennent Barcelone. 28 mars, Espagne : Franco entre dans Madrid. Victoire des nationalistes.	France : Jean-Paul Sartre publie <i>Le Mur</i> et Saint-Exupéry <i>Terre des hommes</i>.	15 mars, Tchécoslovaquie : les troupes allemandes rentrent à Prague. 7 avril, Albanie : les troupes italiennes envahissent le pays qui est annexé à l'Italie. 30 juillet, Allemagne : mobilisation des troupes autour de la ville de Dantzig. 1^{er} septembre, Pologne : les troupes allemandes envahissent la Pologne. 3 septembre : la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

PISTES PÉDAGOGIQUES

La Crise de 1929

Les textes suivants sont une retranscription des interviews d'un historien et d'un économiste sur la Crise de 1929.

LES RAISONS DE LA CRISE

• *Causes structurelles*

Michel Margairaz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris-VIII

« Il faut remonter aux mécanismes mêmes de la croissance des années 1920, ce qu'on a parfois appelé "la prospérité". Première caractéristique, on a eu une croissance assez vive dans toute une série de pays – que ce soit aux États-Unis, en Allemagne, même en France d'un certain point de vue – à la fin des années 1920, marquée notamment par ce qu'on appelle "la seconde industrialisation", c'est-à-dire beaucoup d'industries d'équipement qui ont connu cette deuxième génération de l'industrialisation, les constructions mécaniques, l'automobile, tout cela est bien connu, et avec des accroissements élevés en matière de productivité notamment liés à ce qu'on appelle "la rationalisation, la taylorisation, l'organisation scientifique du travail" – ce qui est la même chose.

La deuxième caractéristique, c'est qu'une grande partie de ces gains de productivité ne se retrouvent pas dans les salaires, contrairement à ce qu'on raconte sur Ford... Ce peut être valable pour Ford, mais ce n'est pas une situation fordiste généralisée, c'est-à-dire que beaucoup de ces grandes entreprises rationalisées très productives n'ont pas répercuté la hausse de la productivité en hausse de salaires et donc toute une série de contemporains ont noté cet écart entre l'augmentation des capacités de production et l'augmentation moindre des marchés, notamment la consommation, le pouvoir d'achat... des consommateurs.

Et la troisième caractéristique, c'est que, notamment aux États-Unis, pour suppléer cet écart, il y a quand même eu le développement du crédit à la consommation qui a permis d'hypothéquer des revenus futurs pour continuer à rester consommateurs. Et c'est sans doute ce mécanisme-là qui a été mis en œuvre par l'effondrement de la bourse qui lui-même a entraîné l'effondrement de toute une partie des revenus, mettant du coup à nu cet écart. »

• *Problèmes monétaires*

Pierre-Cyrille Hautcœur, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales

« Après la guerre, il y a eu un problème de stabilisation monétaire parce qu'il y a eu beaucoup d'inflation. Chaque pays a cherché à restabiliser sa monnaie, à revenir à ce qu'était l'étalon or avant 1914, ce qui était considéré comme la solution idéale pour le système monétaire international. Chaque pays a cherché à y retourner de manière un peu autonome. Il y a eu des conférences, mais qui n'ont pas vraiment abouti pour synchroniser, pour coordonner les pays et le résultat; c'est que les stabilisations ont été faites de manière non seulement

autonomes mais contradictoires, et à la fin des années 1920, on voit cette contradiction apparaître de plus en plus fortement. Ainsi l'ensemble du système monétaire international va s'effondrer entre 1931 et 1936 parce que les contradictions apparues pendant la guerre vont se révéler peu à peu. »

LES PHASES DE LA CRISE

• *Krach boursier*

Michel Margairaz

« Une crise boursière américaine qui immédiatement débouche sur une crise bancaire – beaucoup de banques étaient liées au marché boursier –, crise bancaire qui a des répercussions sur les entreprises. Ajoutons une crise agricole, qui a quasiment précédé tout cela, avec des problèmes de débouchés de marchés dès les années 1925-1926 ! On a là le développement de la crise économique générale, aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays producteurs de matières premières – le Brésil, le café brésilien... – qui débouche sur une crise sociale, avec un chômage généralisé. »

• *Faillite des banques*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« La crise bancaire est fondamentalement le résultat du surendettement qui s'était accumulé en Europe centrale d'une part, aux États-Unis d'autre part, pendant les années 1920. Et la crise boursière a évidemment accéléré le déclenchement de cette crise bancaire face à laquelle les gouvernements se trouvent extrêmement impuissants. En effet pour sauver les systèmes bancaires, il faut sacrifier la monnaie ; pendant tout un temps, les gouvernements hésitent à faire ce choix.

En Allemagne, on va créer un contrôle des changes et essayer d'isoler le pays. Aux États-Unis, en Angleterre, on va sacrifier la monnaie, en Angleterre en 1931, aux États-Unis au printemps 1933, mais ce sera extrêmement tard et la gravité de la crise américaine est liée au fait que, pendant trois ans, tout le système bancaire s'effondre peu à peu, les entreprises n'ont plus de crédit et toutes les entreprises, en particulier les petites et les moyennes qui ont très peu de ressources, vont disparaître de manière massive ; on va atteindre un taux maximum de chômage de 33 % en 1933 aux États-Unis, un taux jamais été atteint auparavant. »

• *Déflation*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« La déflation, c'est la baisse de l'ensemble des prix. Cette baisse commence en 1922 à un degré qui est, au début, modéré et ne diffère donc pas de ce qui s'est passé à d'autres époques, lors d'autres crises où les prix de quelques produits ont baissé. Mais ici on s'aperçoit que c'est l'ensemble des prix des produits qui baissent de 20 %, 30 %, 40 %, 50 % – ce qui veut dire que le vendeur de ces produits ne peut plus payer ses salaires, il ne peut plus payer ses dettes et il se retrouve donc en faillite – et toutes les entreprises font faillites.

Pourquoi tous ces prix ont baissé? Une des raisons cruciales est que le crédit a disparu avec les crises bancaires. À partir du moment où il n'y avait plus de crédit, les gens étaient obligés de baisser leurs prix de vente pour réussir à avoir un peu d'argent pour faire fonctionner leur boutique, mais la demande baissait au fur et à mesure que les autres entreprises fermaient et donc on avait une espèce de cercle vicieux de déflation où la production s'effondrait, et en même temps les prix continuaient à s'effondrer. Ce phénomène a été stoppé essentiellement quand on a commencé à prendre des mesures de relance de crédit et de production de monnaie en grande quantité, afin d'arrêter la baisse des prix. Ce sont à la fois les dévaluations et les nouvelles politiques monétaires qui sont mises en place à partir de 1931 en Angleterre – et plutôt 1933 aux États-Unis, et encore après en France – qui vont permettre ça. »

PROTECTIONNISME ET REcul DE LA MONDIALISATION

• *Le protectionnisme*

Michel Margairaz

« Les réactions de chaque pays vont contribuer à aggraver les effets de la crise. Le désaccord qui est apparu à la conférence de Londres, l'absence de coopération internationale font que chaque pays se replie sur sa zone monétaire – quand elle existe. C'est le cas pour les États-Unis (la zone dollar), pour l'Angleterre (la zone sterling). La zone franc est déjà moins vivace et présente un marché beaucoup moins important. Chaque pays compte sur ses zones monétaires et sur sa zone commerciale privilégiée, c'est-à-dire qu'ils versent tous dans le protectionnisme – ça c'est une rupture – et même l'Angleterre, qui était libre-échangiste depuis 1844! On voit bien que cette tendance protectionniste a été un facteur de dislocation du commerce international, d'aggravation de la crise ou, en tout cas, qu'elle repousse la sortie de crise plus loin et constitue sans doute un facteur d'aiguïsement du nationalisme et des tensions internationales. »

• *Recul de la mondialisation*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« La crise a eu des effets absolument catastrophiques sur la mondialisation. D'abord, il y a eu des pays qui ont eu des politiques d'autarcie, comme l'Allemagne, mais en gros, tous les grands blocs économico-politiques se sont repliés sur eux-mêmes. Les pays impériaux comme l'Allemagne et l'Angleterre se sont repliés sur leurs empires, les relations avec les États-Unis ont diminué, eux-mêmes ont augmenté leurs tarifs protectionnistes, et tous les pays ont mis des obstacles à la circulation des échanges, des obstacles tarifaires et non tarifaires, de sorte que les échanges ont été divisés par deux ou trois dans la plupart des pays. »

LES SOLUTIONS ÉTATIQUES

• *Les idées de Keynes*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« Pour lutter contre la crise, Keynes est très original : d'une part, il dit que les crises ne se résolvent pas toute seules, ce qui à l'époque ne va pas de soi ; les gens pensent que c'est un mauvais moment à passer mais que l'économie va s'ajuster spontanément. Lui dit "non", qu'il y a des circonstances dans lesquelles la crise peut devenir de plus en plus grave parce qu'il y a de moins en moins de revenus, que l'on va alors produire de moins en moins et qu'il y aura ainsi de moins en moins de revenus, et ainsi de suite, de sorte que les crises se renforcent. Il avance donc qu'il faut relancer la demande de manière extérieure, et que c'est à l'État de le faire. Cette théorie commence à être écoutée dans les années 1930 ; depuis, c'est devenu une chose tout à fait normale et c'est ce qu'on fait dans toutes les crises. D'autre part, il dit que "l'étalon or est un problème parce que ça empêche de faire ces relances, ça empêche de faire remonter les prix, il faut supprimer l'étalon or quand vous avez un problème comme ça" ».

• *La réponse de chaque État : les États-Unis*

Michel Margairaz

« La politique du *New Deal* de Roosevelt visait une certaine relance de la consommation par le biais notamment de l'augmentation des revenus agricoles des fermiers qui s'étaient effondrés dans les années précédentes et par une relance de l'investissement par des grands travaux, la Tennessee Valley Authority, etc. »

Pierre-Cyrille Hautcœur

« Le *New Deal* a comporté un très grand nombre de mesures dont certaines ont été des succès et d'autres des échecs. Il y a eu des succès conjoncturels simplement liés au fait que l'État fédéral a embauché des gens sur des programmes de construction de routes ou autres, ce qui a au moins diminué le chômage. Mais ce sont des solutions qui ont souvent été très coûteuses et dont l'efficacité est encore aujourd'hui débattue par les économistes. Les mesures qui ont été très efficaces sont d'abord les dévaluations, puis les efforts entrepris pour réorganiser complètement le système bancaire et le système financier de manière à les rendre plus solides face à des crises de même nature équivalentes. Ces mesures ont eu des conséquences pendant très longtemps. »

• *La réponse de chaque État : la Grande-Bretagne*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« En Angleterre, le point crucial a été la dévaluation ; immédiatement après, on a pu baisser énormément les taux d'intérêts et la reprise a eu lieu par l'investissement, en particulier l'investissement immobilier. C'est le moment où on a le plus construit en Angleterre. »

Michel Margairaz

« Dans une période de difficulté économique, il vaut mieux avoir une monnaie peu chère qui éventuellement atténue les effets de rétraction des marchés par des prix plus attractifs pour les exportations notamment. Là, la livre a décroché en 31, perdant à peu près 40 % de sa valeur, ce qui a été une mesure relativement bénéfique qui a amorti la crise. »

• *La réponse de chaque État : la France*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« Dans un pays comme la France où l'on a refusé de dévaluer pendant plusieurs années, on a payé le coût d'un ajustement de l'ensemble des prix et des salaires à la baisse de manière socialement extrêmement douloureuse qui fait que même si l'économie n'était pas dans un état désastreux, la population a beaucoup souffert de la crise. Ce sont à la fois la dévaluation par le Front populaire, puis la politique de relance par l'armement qui ont permis de sortir de la crise. »

Michel Margairaz

« Si on prend la France, la France du Front populaire, c'est plutôt la hausse du pouvoir d'achat par le biais de la diminution du temps de travail sans diminution de salaires – les 40 heures payées 48 – mais il fallait que l'investissement suive. Or il y a eu très peu de dépenses d'investissement, il y a eu très peu de grands travaux pour des raisons financières. On a accusé le Front populaire à Vichy de ne pas avoir réarmé la France ; c'est l'inverse, c'est parce qu'il réarme la France, on le sait bien maintenant, que les grands travaux civils ont été si réduits. Donc cette augmentation de la consommation n'a sans doute pas suffi parce qu'elle n'a pas été suivie par une relance suffisante de l'investissement. »

• *La réponse de chaque État : l'Allemagne*

Pierre-Cyrille Hautcœur

« En Allemagne, on a eu une solution complètement différente : on a complètement coupé l'Allemagne de l'extérieur, créant une sorte de politique d'autarcie – dont le développement sera encore renforcé avec Hitler. Les industriels ont été amenés à remplacer tous les produits qui étaient auparavant importés, ce qui a permis de relancer en partie l'industrie. Par ailleurs, on a aussi massivement diminué les salaires, ce qui a évidemment facilité l'embauche pour les industriels. Évidemment, c'était un peu moins satisfaisant pour la population. »

Michel Margairaz

« Je crois que c'est John Kenneth Galbraith qui dit qu'au fond, Hitler faisait du Keynes sans le savoir, avant même que Keynes n'écrive sa théorie générale, mais dans un contexte très particulier qui est celui de l'autarcie allemande, d'une politique de repli sur l'Europe orientale avec des accords de troc avec des pays de l'Europe danubienne puis, à partir de 1936, une politique de réarmement. »

LES SORTIES DE LA CRISE

• ***Sortie de crise: les États-Unis***

Michel Margairaz

« Le *New Deal* aboutit en fait à des résultats mitigés si on prend les résultats en 1939. D'un certain point de vue, les États-Unis ont connu une reprise à partir de 1933-1934, puis une rechute en 1937-1938 et on peut dire qu'en 1939, ils ont dépassé leur niveau de production industrielle d'avant-1929, d'avant-1930, alors qu'il y a encore pratiquement 8 à 9 millions de chômeurs. On peut donc dire que les effets de la crise ne sont pas liquidés. Il faut attendre 1941, c'est-à-dire l'entrée en guerre qui là résout tout. »

• ***Sortie de crise: la Grande-Bretagne***

Pierre-Cyrille Hautcœur

« L'Angleterre réussit à sortir assez rapidement de la crise à partir de 1932; sa situation commence à s'améliorer parce qu'elle met en place une politique inflationniste, et aussi parce qu'elle est le seul pays qui n'avait pas subi d'inflation après la Première Guerre mondiale et que les gens n'en ont donc pas peur. »

• ***Sortie de crise: l'Allemagne***

Michel Margairaz

« L'Allemagne a dépassé ses niveaux d'avant-crise en 1934-1935 mais sous une forme très particulière puisqu'il s'agit d'une politique d'autarcie relative et d'une politique de développement de dépenses publiques, d'abord civiles puis, en 1936, militaires, dans une perspective de réarmement qui va déboucher sur la guerre. »

• ***Sortie de crise: la France***

Michel Margairaz

« La France est l'un des pays qui s'en tire le mieux avec ce paradoxe: la crise y est moins grave – chômage moins développé, chute de production moins forte – mais sa durée beaucoup plus longue. En 1939, le niveau de 1929 n'est toujours pas atteint et il faut attendre 1949 pour que le niveau de production industriel d'avant 1929 soit rejoint. »

La France d'une guerre à l'autre

Ce chapitre se rapporte à la période illustrée par les films suivants : *Les Années folles*, *La Crise de 1929 et la France*, *L'Exposition coloniale*, *Paris au temps du Front populaire*, *La France et le Monde. 1936-1939*.

LE SOCLE DES ANNÉES 1930 : CAUCHEMARS DE GUERRE ET RÊVES DE PUISSANCE

« Les années trente commencent en 1914 » : c'est ainsi qu'Eugen Weber rappelle le poids de la guerre dans l'histoire sociale, politique et culturelle des années 1930. Avant cela, il y eut pourtant les années 1920, une décennie d'un contraste puissant. La partie sombre est avant tout l'expérience traumatisante de la guerre qui s'exprime par un immense deuil collectif. La sortie de guerre est douloureuse, le nombre des familles touchées par la mort est inédit, comme le nombre des blessés, des traumatisés et des mutilés. Une partie du territoire est détruite et les mentalités se révèlent profondément bouleversées. Toute étude sur cette période s'articule autour des traces et des conséquences de la guerre. Celles-ci se lisent également dans l'autre composante du contraste, dans sa partie claire. L'Union nationale des années 1926-1929 se fait avec le soutien des puissantes associations d'anciens combattants, tandis que l'expansion économique s'appuie sur une industrie transformée et rationalisée au cours de la guerre. Par ailleurs, « les Années folles » sont bien traversées par la volonté d'oublier le « cauchemar » de la guerre. « Années folles » ou années en trompe-l'œil, au cours desquelles une jeunesse dorée tourne le dos au souvenir de la boucherie en dansant le charleston, en jouant au golf ou au tennis et en provoquant son époque. Ce qui frappe dans les images censées caractériser ces années est bien la volonté d'affranchissement [*Les Années folles*]. Affranchissement des normes artistiques et culturelles dans des mouvements artistiques nés au cours de la guerre, comme le dadaïsme ou le surréalisme. Affranchissement des lois physiques (vitesse, altitude), notamment par des exploits individuels en avion, dont l'éthique aristocrate et chevaleresque s'est bâtie encore une fois au cours de la guerre. Enfin, affranchissement des normes sociales : les corps se montrent, et notamment le corps des femmes, qu'elles soient en vacances (le corps des baigneuses), qu'elles soient artistes (Mistinguett, Joséphine Baker) ou sportives, telle Suzanne Lenglen jouant au tennis en short et bras nus [*Les Années folles*].

Peu importe que cette culture des élites ne soit pas un reflet fidèle du mode de vie de la majorité des Français, restée rurale. À la fin des années 1920, presque 40 % de la population active travaille encore dans le secteur primaire et la population urbaine représente à peine la moitié de la population totale. C'est donc progressivement que cette population participe à la « culture de masse » qui émerge sous l'influence conjuguée de l'image (cinéma, photo et presse), du son (radio) et des sports qui profitent de ces médias (vélo, boxe, football). Il demeure que la population urbaine est bel et bien témoin d'une relative prospérité qu'accompagnent insouciance et confiance en soi.

La grande Exposition coloniale de 1931 peut d'ailleurs être vue comme le reflet « international » de cette confiance en une France puissante, perçue non plus comme le nombril du monde mais comme le centre de l'Empire [*L'Exposition coloniale*]. En ce sens, elle fait pleinement partie de ce « miroir aux alouettes que la société française se tend à elle-même » (Frédéric Monier). L'Exposition ouvre ses portes le 6 mai 1931 et accueille près de 7 millions de visiteurs. Néanmoins, il semble qu'elle illustre davantage les ambitions et la confiance des années 1920 que les doutes et les préoccupations des

années 1930. Ambition d'une capitale encore agrandie et brillante, avec l'allongement de la ligne 8 du métro jusqu'à la Porte dorée et l'élargissement des grands boulevards de l'Est parisien. Confiance en une France humaniste, éclairée et dominatrice, qui organise des cours d'alphabétisation « spectacle » au cœur de l'Exposition. Confiance en son armée, « première du monde », composée de soldats de tous les continents. Précisément au moment où quelques élites politiques de ces pays remettent en cause le pacte colonial, la France s'enorgueillit d'une puissance qui n'est peut-être plus qu'un leurre. Comme l'avait pressenti le commissaire de l'Exposition, le maréchal Lyautey lui-même, l'Exposition risquait de représenter « un testament davantage qu'un point de départ » [*L'Exposition coloniale*].

CULTURE PARLEMENTAIRE OU VIOLENCE POLITIQUE ?

Contrairement à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste, la démocratie résiste donc dans la France des années 1930. Elle résiste à la Crise de 1929 et à l'instabilité des gouvernements. On notera que cette dernière ne signifie pas forcément l'instabilité politique. De ce point de vue, on peut faire remarquer aux élèves la stabilité des acteurs politiques de la III^e République : Pierre Laval, Édouard Daladier, Camille Chautemps ou Albert Sarraut sont des noms qui reviennent tout au long des deux films sur les années 1930 [*La Crise de 1929 et la France*; *la France et le Monde. 1936-1939*]. Contrairement à la République de Weimar, la III^e République résiste en effet à la crise économique. Néanmoins, le régime parlementaire en sort affaibli. La démocratie, y compris en France, « conduit un combat en retraite » (Serge Bernstein) au cours de la période. Celle-ci est en effet traversée par une violence croissante qui émerge assez nettement des images de presse et des archives cinématographiques. Avec les élèves, il serait possible après l'un ou l'autre des films sur la France des années 1930 de relever les « durcissements » de la vie politique et sociale qui furent autant de coins enfoncés dans la démocratie parlementaire.

• De la violence des mots à la violence des gestes ?

« Blum doit être fusillé, mais dans le dos » : cet extrait de l'éditorial de *L'Action française* paru le 9 avril 1935, exprime toute la violence du champ lexical issu de l'extrême droite antisémite [*La France et le Monde. 1936-1939*; *Paris au temps du Front populaire*]. Néanmoins, l'usage de cette violence n'est pas le monopole des ligues d'extrême droite. Toujours à propos de Léon Blum, c'est en octobre 1930 que Louis Aragon, dans un tournant de sa carrière littéraire, écrit dans un poème militant : « Feu sur Léon Blum, [...] Feu sur les ours savants de la social-démocratie ». Personne ne fit feu sur Blum qui échappa néanmoins de peu à un lynchage des Camelots du roi et des militants de l'Action française, le 13 mars 1936, sur le boulevard Saint-Germain... [*Paris au temps du Front populaire*; *La France et le Monde. 1936-1939*]. Cette violence eut parfois des conséquences plus dramatiques. Après une campagne de presse haineuse menée par la droite conservatrice, le ministre de l'Intérieur Roger Salengro, accusé d'avoir été un « embusqué » au cours de la Grande Guerre, se suicide le 17 novembre 1936.

Cette tension et cette violence verbale s'accompagnent d'une autre violence, bien concrète celle-là, qui touche les plus hauts représentants de la III^e République, à commencer par le Président lui-même, Paul Doumer, assassiné le 6 mai 1932 par un émigré russe. Le 9 octobre 1934, le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, meurt des suites de ses blessures lors de l'attentat à Marseille qui tue le roi de Yougoslavie, Alexandre I^{er}. À partir de 1937, le terrorisme politique s'incarne dans le Comité secret

d'action révolutionnaire (la Cagoule). Ce groupuscule d'extrême droite organise plusieurs attentats dont le meurtre, le 27 janvier, de l'économiste soviétique Dimitri Navachine ou le 9 juin, des frères Rosseli, intellectuels antifascistes résidant à Bagnoles-de-l'Orne...

• **Émeutes et manifestations : la violence dans l'espace public**

Cette violence, avec la mort comme éventualité, est également présente dans l'espace public. C'est encore un décès brutal qui est à l'origine de la manifestation du 6 février 1934, celui de l'escroc Stavisky dont la photo, corps affaîssé et tête ensanglantée, sera largement diffusée dans la presse [*La Crise de 1929 et la France*]. Avec les élèves, on pourra souligner la brutalité de l'émeute du 6 février et sa répression : un barrage enfoncé sur le pont de la Concorde, face à l'Assemblée nationale, et l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre. Le bilan est connu : quinze morts et plus d'une centaine de blessés graves. Le bilan de la manifestation communiste du 9 février est connu également. Encore une fois, il y eut mort d'hommes : neuf au total dans le rang des manifestants [*La Crise de 1929 et la France*]. Trois ans plus tard, le 16 mars 1937, des forces de gauche organisent une contre-manifestation, lors d'un rassemblement du parti social français du colonel de la Rocque à Clichy. Dans des circonstances encore mal éclairées, les forces de l'ordre tirent sur les contre-manifestants et tuent six personnes. Le bilan de la répression des manifestations pour la seule agglomération parisienne au cours des quatre années 1934-1937 est de trente morts et plus de quatre cents blessés. Le sang a coulé dans l'espace public investi par les manifestants, c'est-à-dire dans la rue et cette violence n'est pas pour rien dans la crise du régime parlementaire que connut la France. Elle en est une facette mais permet de poser la question, sans la résoudre pour l'instant, de la « brutalisation » de la société française d'après-guerre (Bruno Cabanes).

LA QUESTION DU TEMPS COURT : LE FRONT POPULAIRE ET LA DIPLOMATIE FRANÇAISE FACE À HITLER

Chacun de ces cinq films soulève à sa façon la question de l'événement et du temps court dans la France des années 1930. L'expérience du Front populaire et plus spécifiquement les accords Matignon en sont une illustration marquante. De ce point de vue, « l'été 36 » commence bien en mai. En quelques semaines, des ruptures inédites ont marqué la vie sociale et professionnelle de millions de Français. Le temps court semble ici d'une incroyable puissance. Avec les élèves, on peut noter par exemple l'ensemble des dates dont il est question dans *Paris au temps du front populaire*. Ce film de quatre minutes commence en quelque sorte par la fin, évoquant le 4 mai 1937 et l'ouverture de l'Exposition internationale de Paris qui avait justifié les grands travaux dans l'Ouest parisien, sur la colline de Chaillot. Le film effectue ensuite un retour en arrière d'un an jour pour jour avec la victoire législative du Front populaire, le 3 mai 1936. L'essentiel du documentaire évoque une période encore plus courte située entre le 3 mai et le 14 juillet 1936. Les élèves auront à noter le 11 mai (début des grèves ouvrières), le 26 mai (manifestation du peuple de gauche au cimetière du Père-Lachaise pour l'anniversaire de la Commune de Paris), le 6 juin (constitution du gouvernement du Front populaire sous la présidence de Blum), le 11 juin (ordre du parti communiste d'arrêter les grèves) et le 14 juillet, sorte d'« apogée » de l'événement, véritable parade tout à la fois nationale, festive et politique. Pour

la première fois en effet, à l'appel d'organisations du rassemblement populaire, la foule défile à Paris après l'armée. C'est bien une « armée de travailleurs » qui, dans plusieurs villes du pays, marche en cortège pour célébrer cette première fête nationale des forces de gauche. Cette notion d'événement ou d'accélération du temps liée au Front populaire peut avoir comme point de perspective le discours de Léon Blum à Saint-Nazaire le 21 février 1937. La temporalité politique (et économique) est en effet au cœur de ce fameux discours filmé dont *La France et le Monde. 1936-1939* offre un bel extrait. Blum y défend un autre temps, un « temps de modération » : « Depuis huit mois nous sommes allés très vite. Nous avons amoncelé une œuvre législative, qui dans des temps normaux, réguliers, aurait correspondu à des années de travail. »

L'histoire sociale du travail a indiscutablement connu une accélération sans précédent, et c'est bien dans cette perspective que les accords Matignon gardent toute leur force dans la mémoire collective. La temporalité du Front populaire – de ses débuts jusqu'à sa dislocation en avril 1938 – comme celle de l'année qui suit – au cours de laquelle Daladier use de nombreux décrets-lois (la « dictature » de Daladier) – rencontre une autre temporalité extrêmement dense : celle de la marche vers la guerre d'Adolph Hitler. Ce qui frappe à ce sujet [*La France et le Monde. 1936-1939*] est bien l'incapacité du personnel politique français de vivre de façon réactive cette double temporalité : celle des combats nationaux propres à la France et celle de la politique étrangère imposée par l'Allemagne nazie. Entre 1936 et 1939, Hitler souffle le chaud et le froid et trompe les différents gouvernements français par une succession rapide de décisions lourdes de conséquences. Si le franchissement du Rhin, l'appui militaire aux nationalistes espagnols et la signature d'un pacte anti-Komintern avec le Japon et l'Italie datent de 1936-1937, l'année 1938 connaît encore une accélération des événements. En moins de dix-huit mois, Hitler proclame l'Anschluss (13 mars 1938), organise un plébiscite qui fait de l'Autriche une province du III^e Reich (10 avril 1938), encercle la Bohême (mai 1938), annexe les Sudètes (octobre 1938), entre à Prague (15 mars 1939) et dévoile ses intentions sur la Pologne en revendiquant un corridor jusqu'à Danzig (fin mars 1939). Dans ce contexte, les accords de Munich signés le 30 septembre 1938 peuvent apparaître comme une vaine tentative de la part de Daladier (et de Chamberlain) de « ralentir » le processus qui mène à l'affrontement [*La France et le Monde. 1936-1939*]. Il s'agit bien d'une opposition inégale entre le temps de la paix, de l'apaisement, et le temps de la guerre, celui de Hitler, depuis 1937 au moins. Le film montre bien cette opposition de rythme, jusqu'à la fin, jusqu'à la recherche d'une alliance avec l'URSS qui aurait pu empêcher la déflagration. Hitler, encore une fois « prend de vitesse » le camp français et conclut un pacte de non-agression avec l'URSS de Staline le 23 août 1939, huit jours avant l'invasion de la Pologne et le déclenchement de la guerre.

Des dictateurs en leur système : Hitler et Staline

Ce chapitre se rapporte à la période illustrée par les films suivants : *Hitler, vers le pouvoir* et *Staline*.

QUELS AXES POUR UNE COMPARAISON ?

Ces deux films sur le totalitarisme ont pour fil conducteur la façon dont les dictateurs Hitler et Staline ont accédé au pouvoir puis l'ont renforcé dans les années 1930. C'est la question de la place de l'acteur en histoire que l'on peut poser avec les élèves, dans le contexte singulier de rupture entre l'Allemagne de Weimar et l'Allemagne du III^e Reich d'une part, puis dans le contexte du passage révolutionnaire entre Russie tsariste et Russie soviétique d'autre part.

En classe de troisième, on peut se contenter de visionner l'un ou l'autre film en faisant écrire aux élèves les singularités de telle ou telle biographie. En classe de première, la question de l'acteur en histoire peut être posée dans une démarche comparatiste : en visionnant dans une même séance l'un et l'autre film, il est possible d'appliquer presque à la lettre l'approche du programme officiel, c'est-à-dire « d'examiner comment ils [les acteurs] ont utilisé des pratiques qui mettent l'homme et la société au service d'une idéologie d'État ».

La démarche comparatiste, si elle ne peut pas être exclusive, n'est pas illégitime. Les deux dictateurs sont nés dans des régimes autoritaires s'appuyant sur de fortes traditions militaires et des classes dominantes de grands propriétaires. Tous deux ont également hérité de visées impérialistes profondément ancrées dans leur société, notamment en Europe centrale et orientale. Fortement marqués par la guerre et la violence (la Grande Guerre pour le premier et la guerre civile pour le second), ils ont aussi pu s'appuyer sur une bureaucratie puissante. Au-delà de cette vision d'ensemble, de profondes différences subsistent entre les deux personnalités dans leur rapport au pouvoir, dans la façon de le conquérir et de l'exercer. Ces différences peuvent aussi être mobilisées pour souligner les particularités des deux plus grands régimes totalitaires du xx^e siècle.

HITLER VERS LE POUVOIR

Hitler est d'origine modeste. Fils de douanier, il quitte l'école tôt et vit une existence de bohème dans la Vienne d'avant 1914. Il ne partage donc pas la culture des élites traditionnelles de l'Allemagne wilhelmienne. Il ne conquiert pas le pouvoir par sa puissance théoricienne ni par ses qualités d'écrivain. *Mein Kampf*, par exemple, est un livre essentiellement dicté, puis corrigé presque ligne à ligne par une dizaine de personnes, dont Rudolph Hesse et sa femme. C'est en orateur que Hitler est à l'aise. Il travaille farouchement cette aptitude et provoque le maximum de rencontres publiques entre 1923 et 1932. Ces rencontres sont d'abord de modestes réunions dans les lieux de confrontation populaire (brasseries, appartements privés, places publiques...), puis deviennent, avec les moyens de l'État, ces grandes manifestations « théâtralisées » largement diffusées par les actualités cinématographiques. Le contact direct avec la foule est son outil favori comme le montrent par exemple les cérémonies organisées lors des réunions annuelles du parti à Nuremberg ou encore son entrée triomphale dans Vienne, savamment orchestrée, le 14 mars 1938. Chez Hitler, le corps et les gestes sont un langage mis

au service de la conquête des électeurs et de l'opinion. Les effets sont répétés et travaillés, comme le prouvent les célèbres prises d'Heinrich Hoffman qui montre le leader nazi essayant devant l'objectif du photographe les différentes postures censées exprimer la colère, le mépris, l'ironie ou la fougue.

Son charisme (Ian Kershaw) est un moyen d'acquérir le pouvoir et de l'exercer. Il se forge par une active propagande sur sa personnalité, consubstantielle de l'histoire nazie. De ce point de vue, l'acquisition dès 1920 du journal *Völkischer Beobachter* par le NSDAP fut déterminante dans l'accès au pouvoir de Hitler, notamment après sa sortie de prison à la toute fin de l'année 1924. Très vite il exploite parfaitement les techniques de l'image et du son (radio). Au cœur des actualités filmées, il diffuse ses images de « communion » avec le peuple qui nourrissent et entretiennent son charisme.

Mais ces procédés et leur diffusion médiatique ne furent pas les seuls outils de sa prise de pouvoir. Hitler est aussi le produit de la « brutalisation du champ politique allemand » (George L. Mosse). Dès le départ de sa carrière politique, la violence fait partie intégrante de sa stratégie de conquête. C'est le revolver à la main qu'il mène les émeutiers dans les rues de Munich, au cours de sa tentative de *putsch*. Il échappe d'ailleurs de peu à la fusillade qui fit seize morts dans les rangs des manifestants munichois le 9 novembre 1923. C'est encore la violence qui lui permet d'asseoir son pouvoir en se rapprochant des élites traditionnelles conservatrices. Comme preuve de bonne volonté, alors qu'il est déjà chancelier, il leur offre en 1934 l'élimination physique des SA les plus violents et de leur chef, Ernst Röhm, arrêté et fusillé le 30 juin 1934, à l'issue de la « Nuit des longs couteaux ». Au cœur de cette stratégie de violence, son profond racisme et son antisémitisme ont une place absolument déterminante. Il en fit un mot d'ordre électoral, flattant l'antisémitisme diffus ou traditionnel de certaines couches de la société allemande. Sa haine viscérale des Juifs fut un outil politique en même temps qu'un accélérateur de brutalité. Elle entraîna les lois raciales promulguées en septembre 1935, lors du VII^e congrès du NSDAP, puis provoqua la « Nuit de cristal », tragiques précédents d'une violence extrême qui allait rendre possible le génocide de la Seconde Guerre mondiale.

STALINE

Lui non plus n'appartient pas aux élites traditionnelles de la société russe. Joseph Vissarionovitch Djougachvili est fils d'un cordonnier et d'une blanchisseuse. Instruit au petit séminaire de Gori puis au grand séminaire de Tiflis de 1888 à 1899, Staline n'est pas un théoricien de grande envergure ni un intellectuel. Son champ lexical demeure teinté de métaphores chrétiennes et il ne parlera jamais d'autre langue que le géorgien et le russe.

Son parcours personnel reste profondément marqué par la clandestinité. Son expérience des années 1898-1917 imprègne sa pratique politique des années 1930. De ses années de déportations, d'évasions, de fuites sous de fausses identités, il garde une « mystique du cloisonnement », fait preuve d'une « opacité cultivée » ou tout simplement d'un goût du secret. Même ses postures et ses gestes, qui donnent à son physique un aspect tranquille, neutre, voire bienveillant, seraient hérités de cette période d'agitateur clandestin. Le film montre à plusieurs reprises cet aspect faussement calme, apaisé, d'un Staline se lissant les moustaches avant de s'adresser au peuple moscovite, sans rien laisser paraître de ses intentions. C'est un aspect « rassurant » que Staline réussissait à donner de lui-même à la plupart de ses contemporains : « Le regard de ses yeux bruns est excessivement bon et aimable. Je suis sûr

qu'un enfant aimerait s'asseoir sur ses genoux », écrivait J.-E. Davies, ambassadeur des États-Unis à Moscou, à la fin des années 1930. L'iconographie propagandiste a d'ailleurs largement insisté sur cette dimension, comme le montrent les nombreuses affiches où l'on voit Staline en présence d'enfants. Cette perception de Staline est donc entretenue par un culte de la personnalité. Culte qui se développe surtout après sa prise de pouvoir, à partir de 1928. Fondé sur la diffusion de textes et d'images, le culte de la personnalité est caractérisé par le gigantisme d'une peinture ou d'une sculpture officielle. Cette dernière ne répond d'ailleurs pas toujours aux impératifs de l'efficacité. Des réalisations démesurées ont parfois lieu dans des espaces déserts, ou à peu près, comme cet immense portrait encadré de slogans à sa gloire, dressé à la toute fin des années 1930 en pleine campagne, sur les bords du canal Dniepr-Boug.

Pour la conquête du pouvoir, outre l'efficacité d'une tactique voilée, insaisissable pour ses ennemis politiques au sein du parti bolchevik, Staline fit preuve d'une efficacité administrative et d'un goût prononcé pour la gestion personnelle des affaires. Il occupa des postes clés peu prestigieux mais dont il put à chaque fois recueillir des bénéfices personnels importants. Après la révolution de février 1917, il dirigea la Pravda puis coorganisa le congrès du parti bolchevik en août 1917. Après la révolution d'Octobre, il devient commissaire du peuple aux nationalités, puis responsable du ravitaillement pendant la guerre civile, fonction qui révèle ses « qualités d'administrateur ». Ce goût pour l'action et la gestion personnelle des affaires ne se dément pas dans l'exercice du pouvoir. Staline délègue le moins possible et fait preuve d'un mépris croissant contre les « bureaucrates ». Son interventionnisme dans les affaires les plus « secondaires » marque son règne : sanctions prises en 1933 contre les dirigeants d'une entreprise de moissonneuses-batteuses défaillantes, modification du plan d'importation de tubes de fonte lors du premier plan quinquennal ou plan de construction de telle ou telle usine que Staline était capable de suivre dans les moindres détails.

Enfin, dans son accès au pouvoir comme dans l'exercice de celui-ci, la brutalité et la violence sont une caractéristique commune aux deux étapes. Là encore, Staline appartient à son époque : violence de la répression tsariste en 1905, violence de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile (près de 12 millions de morts, au total). La brutalité de Staline fut dénoncée par Lénine lui-même dans son fameux testament rédigé en janvier 1923. Elle apparaît dans la manière dont il évinça ses rivaux dans la conquête du parti. Cette violence extrême apparaît dans sa conception et la mise en œuvre de la collectivisation, responsable de la mort de plusieurs millions de personnes entre 1929 et 1934. Enfin elle s'exprime dans l'élimination physique de ses concurrents politiques bolcheviks lorsque, profitant de l'assassinat de Kirov en 1934, il fait juger avec des milliers de dirigeants soviétiques, Zinoviev, Kamenev ou Boukharine, tous exécutés après les procès de 1936-1937.

CONCLUSION

Si des éléments communs aux deux histoires (origines sociales des deux hommes, contexte politique, violence, propagande) traversent l'histoire de la conquête et de l'exercice du pouvoir par Staline et par Hitler, on peut souligner également de profondes différences, y compris dans la question du rapport des deux hommes au totalitarisme et au culte de la personnalité.

Hitler tourne le dos aux principes de la réalité administrative et gestionnaire. Il laisse une grande initiative aux membres de son gouvernement et aux gouverneurs des Länder. Il ne s'immisce que rarement dans les décisions et tranche très difficilement les différents entre ses ministres ou ses proches collaborateurs. À l'inverse, Staline dirige et décide personnellement les orientations de l'URSS des années 1930, en intervenant dans les moindres détails de la gestion du pays.

Les différences essentielles, visibles dans les deux films *Hitler vers le pouvoir* et *Staline*, portent sans doute sur le rapport au « charisme » et au culte de la personnalité censés le nourrir. Staline n'a pas conquis son autorité en s'appuyant sur un quelconque pouvoir de séduction du peuple ou de l'opinion publique. Dans un premier temps, il se tient même éloigné de toute popularité et demeure jusqu'en 1924 relativement peu connu en dehors du cercle des instances dirigeantes. À l'inverse, Hitler s'appuie en permanence sur sa popularité, localement d'abord pour asseoir son pouvoir sur le NSDAP, puis à l'échelle nationale. Sa personnalité est au cœur du système nazi, alors que celle de Staline, qui fait l'objet d'un culte plus tardif, n'est pas indispensable au parti communiste soviétique. Enfin, le rapport de Staline au peuple reste un rapport distancé qui transparaît ainsi dans la manière dont les autorités filment ses discours publics. Staline est le plus souvent cadré de face, dans des plans qui ne montrent pas le peuple. Nicolas Werth (voir bibliographie, p. 33) insiste sur la peur des bains de foule chez Staline et la peur du contact physique avec elle. C'est bien avant l'assassinat de Kirov qu'il décide par exemple d'interdire formellement au Secrétaire général de se déplacer à pied dans la rue (le 20 octobre 1930). À l'inverse, Hitler met en scène des images de réunions, de communion, de partage entre lui et « le peuple ». Il traverse la foule à pied ou en voiture, il salue, il serre les mains. Les grandes réunions de Nuremberg sont filmées en contre-plongée, laissant une place importante à la foule ou à l'armée qui représente le peuple en ordre. Le « charisme » de Staline fut une construction d'après sa conquête du parti communiste. Il sera d'ailleurs considérablement enrichi par la Grande Guerre patriotique de 1941-1945. Le « charisme » de Hitler fut outil de conquête et système politique en soi. Si la comparaison entre les deux systèmes totalitaires est opérante, les élèves de lycée devraient pouvoir formuler un paragraphe sur ces différences essentielles entre les deux dictateurs.

Le Japon conquérant

Ce chapitre se rapporte à la période illustrée par le film du même nom.

LE JAPON. 1920-1930

Entre 1920 et 1930, le Japon connaît de profondes transformations, sources de bouleversements politiques, sociaux et culturels. Le régime parlementaire mis en place en 1889 maintient l'empereur à la tête du pouvoir exécutif tandis qu'une diète à deux chambres exerce le pouvoir législatif : la Chambre des pairs et la Chambre des représentants. En 1925, une réforme établit le suffrage universel masculin. Parallèlement, l'économie moderne se développe. Elle est symbolisée par la réussite de ces grands groupes industriels et financiers, les *zaibatsu*. Enfin, les grandes villes comme Tokyo ou Yokohama s'ouvrent aux mœurs de l'Occident. L'anglais est une langue à la mode, le jazz, les danses et les sports occidentaux font leur apparition mais choquent dans certains secteurs traditionnels de la société japonaise.

Même si elle ne touche pas le Japon avec la même intensité que les pays occidentaux, la crise économique de 1929 vient accroître les tensions entre un Japon « moderne » et les sociétés traditionnelles, notamment rurales. Tenu à l'écart des évolutions culturelles des grandes villes, le monde paysan subit par ailleurs de plein fouet la chute des prix du riz et de la soie brute. Les difficultés commerciales se diffusent ensuite. Au cours de la seule année 1930, la valeur du commerce extérieur baisse de 42 % et les prix s'effondrent. Si le redressement s'opère rapidement, l'agitation du monde rural trouve un écho profond chez les militaires issus en majorité des campagnes. L'ensemble va créer un pôle d'opposition conservatrice qui diffuse un ultranationalisme conquérant fortement imprégné d'une volonté de domination en Asie pacifique. Ce nationalisme est relativement bien reçu chez les petits propriétaires mais aussi chez les fonctionnaires et les membres de la classe moyenne. Il rencontre un large écho dans une société restée très hiérarchisée et dominée, tout au long des années 1930, par les prérogatives de l'âge et de la masculinité.

LA PREMIÈRE OCCUPATION EN MANDCHOURIE. 1931-1933

C'est dans ce contexte que l'armée décide d'envahir la Mandchourie à partir de l'été 1931. Le Japon détenait déjà un bail sur la presqu'île du Liaodong (Port-Arthur), héritage de la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Depuis 1905, il administrait également le chemin de fer sud-mandchourien. En 1931, l'armée japonaise, sans l'accord du gouvernement Osachi, organise un pseudo-attentat sur cette voie ferrée. C'est l'« incident » de Moukden qui sert de prétexte à l'armée pour envahir la Mandchourie et qui scelle l'échec des libéraux à Tokyo. Le 1^{er} mars 1932, la Mandchourie est transformée en État du Mandchoukouo. Sous l'autorité factice de Pu Yi, le dernier empereur chinois, et de son « gouvernement fantoche », les Japonais établissaient dans les faits un véritable protectorat.

D'abord indécise sur la situation, la commission Lytton envoyée par la SDN conclut à la responsabilité des Japonais et de l'armée pro-japonaise du Kwantung. En l'évoquant dans *Le Lotus bleu*, Hergé a rendu célèbre cette invasion, comme le discours de rupture de la délégation nipponne à la SDN en 1933.

On remarquera dans le film que le discours du délégué est illustré par des photos de bombardements. L'occupation japonaise fut en effet particulièrement brutale. Elle s'est accompagnée des premiers bombardements aériens intensifs des populations civiles. Ces photos ont pu être prises en 1932 à Zhabei dans la banlieue de Shanghai.

LE MILITARISME ET LA GUERRE AVEC LA CHINE

À partir de 1931, la corrélation entre l'évolution politique interne du Japon et sa campagne d'occupation en Chine apparaît plus nettement encore. À Tokyo, les militaires prennent une influence décisive dans la vie politique nationale. Entre 1931 et 1934, les dépenses militaires passent de 31 % à 47 % du budget national. Attentats et coups de main nationalistes se succèdent. L'assassinat du Premier ministre Inukai le 15 mai 1932, ainsi que le coup d'État manqué du 26 février 1936, ont été conçus dans les milieux des jeunes officiers extrémistes. L'empereur et le gouvernement confient un pouvoir de plus en plus large à l'état-major militaire avec, selon certains historiens contemporains, le consentement d'une large partie de la population. La militarisation du pouvoir est politique, économique et culturelle. Le général Araki par exemple, ministre de la Guerre entre 1931 et 1934, est nommé ministre de l'Éducation en 1938. La reconnaissance officielle de l'exercice sans partage du pouvoir par les militaires aboutit à la nomination du général Tojo à la présidence du Conseil en octobre 1941.

La militarisation de la politique japonaise est consubstantielle d'une volonté d'expansion et de domination en Asie. Au cours des années 1933-1935, le Japon occupe de nouvelles régions chinoises (Jehol, Hebei, Chahar). En 1936, le pacte anti-Komintern signé avec l'Allemagne nazie rapproche les deux pays avides d'espace vital. Le moment semble alors propice aux responsables japonais pour une conquête de la Chine. Celle-ci, préparée depuis de longs mois, débute après l'escarmouche du 7 juillet 1937, un accrochage au pont Marco Polo dans la banlieue de Pékin entre soldats japonais et chinois. Cette fois-ci, contrairement à l'absence de réaction lors de l'invasion de 1931, les Chinois résistent. Tchang Kai-shek et les communistes sous l'autorité de Mao Zedong ont décrété une trêve pour lutter contre l'armée nipponne. Ils l'affrontent ensemble dans de violents combats, à Pékin notamment, et sur le littoral. En Asie de l'Est, la guerre a commencé et durera jusqu'en 1945.

Elle est marquée dès l'été 1937 par une extrême brutalité et la perpétuation de massacres de masse. Les atrocités japonaises sont connues et diffusées par les témoignages d'occidentaux, notamment ceux du Comité international. La célèbre photo diffusée par le magazine *Life* montrant un bébé ensanglanté, seul survivant apparent dans les ruines de la gare de Shanghai, a été prise par un journaliste de l'*Office of War Information* le 28 août 1937, jour du bombardement aérien de la ville. De même, les historiens contemporains attestent aujourd'hui l'utilisation des prisonniers de guerre comme cobayes dans des conditions particulièrement horribles ou comme mannequins vivants pour l'apprentissage de la baïonnette par les jeunes recrues japonaises.

La plupart de ces atrocités (en tout cas les bombardements massifs des populations) sont connues et dénoncées en Occident. Le 5 octobre 1937, le président Roosevelt, qui maintient pourtant la neutralité américaine, condamne les massacres de la population civile par les Japonais. Et ce, quelques semaines avant le sac de Nankin.

NANKIN : UN MASSACRE INAUGURAL DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ?

L'événement resté emblématique de cette violence paroxystique est sans aucun doute le « sac » ou le « viol » de Nankin, pour reprendre aujourd'hui des expressions consacrées par l'histoire. Fin 1937, pour la première fois, une ville allait être soumise pendant plusieurs semaines à des bombardements aériens de forte intensité, à un massacre de plusieurs dizaines de milliers de prisonniers et de civils, au viol systématique de plusieurs milliers de femmes (peut être plus de 20000), au pillage et à la destruction. Tchang Kai-shek et une grande partie des forces militaires chinoises ayant abandonné la ville, les tueries commencent le 13 décembre 1937 et s'étalent sur six semaines environ. Ce massacre est maintenant mieux connu en France, notamment depuis la traduction du livre d'Iris Chang *Le Viol de Nankin* (voir bibliographie, p.33). Pendant une quarantaine de jours, les prisonniers de guerre et tout homme susceptible d'être un combattant sont systématiquement assassinés. Les viols sont commis à une échelle de masse. Des historiens analysent aujourd'hui ces violences particulièrement cruelles avec les outils de l'anthropologie. Au-delà de la violence de genre, le viol systématique est une atteinte à la filiation, à la « race », qui pourrait clairement être rabattue du côté des pratiques génocidaires. Quoi qu'il en soit, les vainqueurs ont tout pouvoir sur les vaincus pendant plusieurs semaines et la terreur est absolue.

Les violences et les massacres se sont déroulés parfois sous les yeux d'observateurs étrangers puisque l'administration urbaine avait été remise depuis le 1^{er} décembre à un Comité international composé d'Américains, de Britanniques, d'Allemands et de Danois. En préservant une zone de sécurité, ils ont pu permettre à des Nankinois de survivre sans pouvoir, néanmoins, atténuer l'intensité de la destruction et des tueries perpétrées par l'armée japonaise. Mais, comme à Shanghai au cours de l'été 1937, la présence des « observateurs » étrangers a permis de faire connaître au monde l'intensité de la destruction de la ville et de sa population.

Jamais capitale n'avait été soumise à de telles atrocités au xx^e siècle, ni Bruxelles en août 1914, ni Belgrade en octobre 1915, ni même Addis-Abeba en mai 1936, et les historiens peinent aujourd'hui encore à interpréter les pratiques terroristes de mises à mort (noyades de masse, mitraillages, décapitations et mutilations diverses des corps de militaires et de civils...). Il est possible d'y voir une violence inaugurale des massacres des populations urbaines au cours de la Seconde Guerre mondiale, en Asie comme en Europe. Le film va dans ce sens en tout cas. Son épilogue est l'évocation du pacte tripartite en septembre 1940 et la visite officielle à Berlin du ministre japonais des Affaires étrangères, Matsuoka. Après le « nouvel ordre » asiatique proclamé par le Japon en 1938, il s'agissait d'affirmer l'intention d'un nouvel ordre mondial. Les moyens pour y parvenir, d'une terreur hallucinante, étaient connus et acceptés par les militaires japonais et les responsables nazis.

RESSOURCES

À lire

APPROCHES COMPARÉES

- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et PROCHASSON Christophe, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008, 511 p.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, INGRAO Christian, ROUSSO Henry, *La Violence de guerre, 1914-1945*, Paris, Complexe, 2002, 348 p.
- BERNSTEIN Serge, *Démocraties, Régimes autoritaires et Totalitarismes au ^{xx} siècle*, Paris, Hachette, coll. « Carré histoire », 1997, 253 p.
- BRUNET Jean-Paul, LAUNAY Michel, MARGAIRAZ Michel, *D'une guerre mondiale à l'autre, 1914-1945*, Paris, Hachette, 1993, 296 p.
- CHARLE Christophe, *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 2001, 595 p.
- HOBBSBAWM Eric, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court ^{xx} siècle*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999, 810 p.
- MAZOWER Marc, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au ^{xx} siècle*, Bruxelles, Complexe, 2005, 442 p.
- MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999, 291 p.
- PIERRE Michel, *1920-1930. Une paix fragile* (160 p.) et *1930-1940. Les grandes illusions* (160 p.), Paris, Découvertes Gallimard, 1999.

LA FRANCE

- CABANES Bruno, « Les vivants et les morts : la France au sortir de la Grande Guerre », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et PROCHASSON Christophe, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008, 511 p., p. 27-45.
- DARD Olivier, *Les Années 1930*, Paris, Le livre de Poche, coll. « La France contemporaine », 1999, 274 p.
- LEFEUVRE Daniel, MARGAIRAZ Michel, TARTAKOWSKY Danielle, « *L'avenir nous appartient !* » *Une histoire du Front populaire*, Paris, Larousse, 2006, 239 p.
- MONIER Frédéric, *Les Années 1920*, Paris, Le livre de Poche, coll. « La France contemporaine », 1999, 217 p.
- RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *Le Temps des masses. Histoire culturelle de la France*, tome 4 [1998], Paris, Seuil, 2005, 505 p.
- WEBER Eugen, *La France des années 1930*, Paris, Fayard, 1995, 417 p.

L'ALLEMAGNE DE WEIMAR

- PEUKERT Detlev J.-K., *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1995.

LES ÉTATS-UNIS

- KASPI André, *Les Américains. 1. Naissance et essor des États-Unis. 1607-1945*, Paris, Seuil, 1986.
- LACROIX Jean-Michel, *Histoire des États-Unis*, Paris, PUF, 1996.
- LOWI Theodore J., *La Deuxième République des États-Unis. La fin du libéralisme*, Paris, PUF, 1987.
- MELANDRI Pierre et PORTES Jacques, *Histoire intérieure des États-Unis au ^{xx}e siècle*, Paris, Masson, 1991.

LES GUERRES 1919-1939

- CHANG Iris, *Le Viol de Nankin. 1937. Un des plus grands massacres du ^{xx}e siècle*, Paris, Payot, 2007, 383 p.
- GODICHEAU François, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)* (2004, 459 p.) et *La Guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature* (2006, 127 p.), Paris, Découvertes Gallimard.
- MARGOLIN Jean-Louis, *L'Armée de l'empereur. Violences et crimes du Japon en guerre. 1937-1945*, Paris, Armand Colin, 2007, 479 p.
- MICHELIN Franck, « Le procès des criminels de guerre japonais », *L'Histoire* n° 271, décembre 2002, p. 54-62.
- ROCHAT Giorgio, *Les Guerres italiennes en Libye et en Éthiopie*, Paris, Service historique de l'armée de l'air, 1995, 280 p.

DE LA RUSSIE DES TSARS À L'URSS DE STALINE

- GROSSET Mark et WERTH Nicolas, *Les Années Staline*, Paris, Éditions du Chêne, 2007, 255 p.
- *L'HISTOIRE*, n° spécial 223 « Révolution et tragédie : le siècle communiste », juillet-août 1998.
- MARCOU Lilly, « Staline entre le mythe et la légende », *Politix*, 1992, vol. 5, n° 18, p. 99-107.
- MARIE Jean-Jacques, *Staline*, Paris, Fayard, 2001, 994 p. ; *Lénine*, Paris, Balland, 2004, 503 p.
- WERTH Nicolas, « Staline en son système dans les années 1930 » in Roussio Henry (dir.) *Stalinisme et Nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 45-78 ; *L'ivrogne et la Marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse. 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009, 335 p.

FASCISME ET NAZISME

- D'ALMEIDA Fabrice, *Images et Propagande*, Paris, Casterman, 1995.
- AYÇOBERRY Pierre, *La Question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Point Seuil, 1979.
- BRICE Catherine, « "Croire, obéir, combattre". La religion fasciste », *L'Histoire*, avril 2002, p. 16-18.
- BURRIN Philippe, « Charisme et radicalisme dans le régime nazi », Rouso Henry (dir.), *Stalinisme et Nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 79-95.
- GENTILE Emilio, *La Religion fasciste*, Paris, Perrin, 2002, 354 p.
- KERSHAM Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique* [1995], Paris, Gallimard, coll. « folio », 2006, 413 p.
- MILZA Pierre et BERSTEIN Serge, *Le Fascisme italien, 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980, 438 p.

LITTÉRATURE ET TÉMOIGNAGES. 1919-1939

La France

- CÉLINE Louis-Ferdinand, *Voyage au bout de la nuit*, [1932], Paris, Folio Gallimard, 1995.
- RADIGUET Raymond, *Le Diable au corps* [1923], Paris, Libro, 2003.

La Crise de 1929

- MC COY Horace, *On achève bien les chevaux* [1935], Paris, Gallimard, 2004.
- STEINBECK John, *Les Raisins de la colère* [1939], Paris, Folio Gallimard, 1973.

Les guerres

- HERGÉ, *Tintin et le Lotus bleu*, Casterman, 1936.
- MALRAUX, *La Condition humaine*, [1933] et *L'Espoir* [1937].
- ORWELL Georges, *Hommage à la Catalogne* [1938], Paris, 10/18, 1999.

L'URSS

- CHOLOKHOV Mikhaïl, *Le Don paisible* [1928-1940], Paris, Omnibus, 1991.
- PASTERNAK Boris, *Le Docteur Jivago* [1957], Paris, Folio Gallimard, 1998.

Fascisme et nazisme

- KLEMPERER Victor, *Mes soldats de papier. Journal, 1933-1941*, Paris, Seuil, 2000.
- TAYLOR Kressmann, *Inconnu à cette adresse* [1938], Paris, Livre de poche, 2004.

À voir

LA FRANCE

- CLAIR René, *Le Million* (1930), *À nous la liberté* (1931)
- DUVIVIER Julien, *La Belle Équipe* (1936)
- RENOIR Jean, *La vie est à nous* (1936), *La Grande Illusion*, (1937), *La Règle du jeu* (1939)

LA CRISE DE 1929

- CHAPLIN Charlie, *Les Temps modernes* (1936)
- EASTWOOD Clint, *Honkytonk Man* (1982)
- FORD John, *Les Raisins de la colère* (1940)
- LA CAVA Gregory, *Mon homme Godfrey* (1936)
- POLLACK Sidney, *On achève bien les chevaux* (1969)

LES GUERRES

- BERTOLUCCI Bernardo, *Le Dernier Empereur* (1987)
- ROSSIF Frédéric, *Mourir à Madrid* (1963)
- WOOD Sam, *Pour qui sonne le glas* (1943)

L'URSS

- EISENSTEIN Sergueï, *Octobre* (1927)
- LEAN David, *Docteur Jivago* (1965)

FASCISME ET NAZISME

- CHAPLIN Charlie, *Le Dictateur* (1940)
- FELLINI Federico, *Amarcord* (1973)
- LANG Fritz, *M le Maudit* (1931), *Le Testament du docteur Mabuse* (1933)
- SCOLA Ettore, *Une journée particulière* (1977)
- TAVIANI Vittorio et Paolo, *La Nuit de San Lorenzo* (1982)
- VISCONTI Luchino, *Les Damnés* (1969)

À consulter

www.herodote.net: site d'histoire proposant de nombreux outils (dossiers, biographies, documents).

www.histoirealacarte.com: propose d'analyser l'histoire à travers des cartes animées.

www.revues.org: site qui met en ligne des centaines d'articles de sciences humaines.

www.uhb.fr/urfist/Supports/Internet-Histoire: rassemble un large éventail de sources, d'informations et de documents.

